

## IL A ÉTÉ MIS EN CIRCULATION EN AVRIL 2011

# Où est passé le billet de 2 000 DA ?

**Émis dans l'urgence pour rafraîchir et rendre accrue la disponibilité de la monnaie fiduciaire, le billet de 2 000 DA reste introuvable. La coupure verte a disparu sitôt mise en circulation. La Banque d'Algérie estime que la propension de l'informel et la thésaurisation empêchent son reflux vers les banques et les postes.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Le billet est indisponible partout au niveau des guichets de la poste et des banques. Une éclipse que même le ministre de la Poste, des technologies de l'information et de la Communication, Moussa Benhamadi, n'arrive pas à s'expliquer. «C'est un phénomène que je n'ai pas compris. Le billet a disparu presque totalement du marché», a-t-il avoué récemment sur les ondes de la Radio nationale. Il devrait s'en préoccuper plus que le reste des membres du gouvernement, lui qui s'est réjoui en premier de l'émission de cette nouvelle coupure, tant est qu'elle devait pallier le manque récurrent et éprouvant de liquidités au niveau des guichets de poste. Le billet de 2 000 DA aurait-il été retiré de la circulation, comme d'aucuns se laissent aller à le supposer sans

que la Banque d'Algérie n'avise ? Jamais, jure une source au niveau de la direction générale de la Banque d'Algérie, qui, au passage, informe que le gouverneur de la BA et ses collaborateurs se sont penchés sur cette indisponibilité de la coupure. «Nous avons, au niveau de la Banque d'Algérie, tenté de percer le mystère de cette disparition du billet de 2 000 DA du marché et des guichets de la poste et des banques. Nous avons constaté que le billet ne connaît pas un mouvement de reflux vers la poste et les banques, après sa sortie», souligne le banquier. Un constat corroboré par ce caissier au niveau d'une agence bancaire au centre d'Alger. «Les gens qui viennent déposer au niveau de notre agence ne nous remettent jamais des coupures de 2 000 DA. C'est toujours des coupures de 1 000, 500

et 200 DA», témoigne-t-il. Qu'est-ce qui empêche alors le reflux de ce billet vers la poste et les banques ? Notre source au niveau de la direction générale de la Banque d'Algérie fait part des conclusions d'une enquête interne : «La Banque d'Algérie privilégie deux explications à ce phénomène. Nous pensons que le billet se trouve prisonnier des circuits de l'informel dominés par la pratique de la transaction en cash. Nous soupçonnons également sa forte thésaurisation hors des circuits bancaires, et, pour ce faire, quelle meilleure coupure que celle de 2 000 DA !», révèle-t-il, ajoutant – affirmation de banquier – que «les gens, pour échapper au fisc, gardent leur argent en dehors des circuits bancaires». Selon le banquier, donc, le billet de 2 000 DA est devenu un billet fantôme du fait de l'augmentation de l'informel et de sa thésaurisation par des gens qui dissimulent leurs fortunes et fraudent avec le fisc. Que faire alors pour remédier à la situation ? Le cadre de la Banque d'Algérie ne semblait pas avoir la recette. «Le gouverneur de la Banque d'Algérie a retenu l'idée



Photo : DR

de mettre en place tout prochainement un atelier-débat autour de cette question et d'autres», lâche-t-il, néanmoins. Cela étant, il est utile de souligner que des rumeurs ont circulé quant à l'arrêt de l'émission du billet de 2 000 DA, après, disait-on, qu'il ait fait l'objet de contrefaçon. Le cadre de la Banque d'Algérie réitère que

le billet est inimitable. Cette rumeur avait fait suite, rappelons-le, au problème de sa non-reconnaissance par les détecteurs de faux billets au niveau des banques. Un problème dû, ont expliqué alors les banquiers, au fait que «les machines n'avaient pas été paramétrées pour le reconnaître».

S. A. I.

## FLN : ZIARI GÈLE SES ACTIVITÉS AU BUREAU POLITIQUE

# Belkhadem à la croisée des chemins

**Abdelaziz Belkhadem réunira, aujourd'hui, au siège du Front de libération nationale à Hydra, le groupe parlementaire du parti à l'Assemblée populaire nationale dans une ultime tentative de faire basculer la majorité en sa faveur.**

**Kamel Amarni Alger (Le Soir)** - Une entreprise pas du tout aisée, cette fois-ci, pour le secrétaire général du FLN. L'enjeu est de taille : faire bloquer un article dans le nouveau code électoral imposé fin août dernier par Abdelaziz Bouteflika en personne, en réunion du Conseil des ministres et obligeant tout ministre désireux de se présenter aux élections de faire sa démission trois mois, au moins, avant l'échéance électorale. Un article dont les répercussions sur un parti comme le FLN sont considérables. Cela priverait l'ex-parti unique, qui détient douze ministres dans l'actuel gouvernement, d'un avantage politique, logistique et psychologique monumental lors de la compétition électorale. Il n'y a pas que cela. Cette disposition faussera également tout le stratagème mis en place par Belkhadem et son ministre de

l'Enseignement supérieur Rachid Harraoubia et membre du Bureau politique du parti et visant à propulser ce dernier à la tête de la future Assemblée populaire nationale. Au détriment de l'autre membre du BP, Abdelaziz Ziari donc. D'où la forte opposition qu'oppose ce dernier à Belkhadem depuis quelques semaines. Une opposition qu'il mène en position de force. D'abord de par son rang de président de l'APN. D'ailleurs, il n'a trouvé aucune difficulté à mettre de son côté le président du groupe parlementaire du FLN et membre du BP, Layachi Daâdoua, pourtant très proche de Abdelaziz Belkhadem. Ce dernier, tout comme Ziari n'assistent plus aux réunions de l'instance exécutive du parti, du reste. Ziari aurait même adressé une lettre au SG de l'ex-parti unique, selon une

source proche de la direction du FLN, l'informant qu'il gelait sa qualité de membre du bureau politique et que ladite décision est valable durant toute session en cours du Parlement et ne prendrait fin qu'avec l'adoption du dernier texte de loi lié aux réformes politiques de Bouteflika. Ziari aurait même ajouté à son interlocuteur : «Vous n'aviez, vous-même ainsi que vos ministres, qu'à exprimer votre opposition en Conseil des ministres» ! Jamais,

depuis 2004, le SG du FLN ne s'était trouvé face à une telle situation où, pour faire imposer un amendement favorable au parti, il doit torpiller une décision présidentielle. Lui qui, sans Bouteflika, n'aurait certainement pas réussi à relancer une carrière politique que l'on croyait définitivement finie avec le coup d'Etat scientifique contre Abdelhamid Mehri, réussirait-il à désavouer celui dont il est le «ministre d'Etat, représentant personnel», et, par là même im-

poser comme troisième personnage de l'Etat l'ex-directeur de campagne du candidat Mouloud Hamrouche à la présidentielle de 1999 ? Et, auquel cas, quelle sera la nature de la réaction de Abdelaziz Bouteflika dont la méfiance à l'égard de l'ancien chef du gouvernement sous Chadli avait suffi pour coûter sa place, par exemple, à l'ancien ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza.

K. A.

## COLLOQUE SCIENTIFIQUE À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

# Les révolutions arabes à la loupe

**Cinq jours durant, la Bibliothèque nationale d'Algérie abritera dans le cadre du 16<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila), un colloque scientifique abordant les changements politiques. Placé sous le thème «Le monde arabe en ébullition : révoltes ou révolutions ?», le colloque sera rehaussé par la participation de politiciens et d'éminents politologues, sociologues et même des militaires.**

L'ancien ministre algérien des Affaires étrangères et ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Liban, en Afghanistan et en Irak, Lakhdar Brahimi, ouvrira le bal, aujourd'hui en matinée, par une conférence intitulée «Le monde arabe en ébullition : fractures et continuités à travers l'histoire contemporaine».

Durant cette même journée, se succéderont à la tribune de la salle des conférences de la BN, Fawaz Traboulsi, professeur de sciences politiques à la Lebanese American University de Beyrouth (Liban), Amr El Shoubaki du Centre d'études stratégiques d'Al Ahram, Larbi Sadiki, professeur de sciences politiques à l'Université d'Exeter, Rabah El Mahdi, professeur de sciences politiques à l'Université améri-

ne du Caire et Mohsen Bouazizi, professeur de sociologie à l'Université de Tunis pour une conférence conjointe ayant pour thème des «Images symboliques et réalités concrètes dans les slogans et déclarations», et enfin, Stephen Zunes, professeur de sciences politiques à l'Université de San Francisco qui animera une conférence intitulée «Formes, structures et vecteurs de la contestation».

A raison de 6 à 7 conférences par jour seront données, jusqu'au 2 octobre. Sauf le vendredi. Les invités du colloque auront à visiter, pendant la matinée, La Casbah d'Alger avant d'aller déjeuner au palais des Raïs. Les conférences reprendront dès le début de l'après-midi.

Cette séance sera présidée par Abdelmadjid Kouachi, ancien

officier supérieur de l'Armée nationale populaire (ANP). Les trois conférences aborderont la position des armées à l'épreuve des manifestations. La première, que donneront Mohamed Saeed Idriss, chercheur au Centre d'études stratégiques d'Al Ahram, et Fayçal Cherif, chercheur à l'Institut d'histoire du Mouvement national tunisien, à Tunis, est intitulée «Armées et appareils de sécurité à l'épreuve des manifestations populaires». La deuxième, «Armées arabes et transition démocratique», sera animée par Miloud Chennoufi, professeur de relations internationales au Collège des forces canadiennes (Ottawa).

Les conclusions générales du colloque seront présentées dans l'après-midi de dimanche par un panel composé de Lakhdar Brahimi et William Quandt, Robert Mortimer, Bernabe Lopez, Zabouri Morteda, professeurs de sciences politiques, respectivement aux universités de Virginie, de Haverford, de Casablanca et de Montréal.

L. H.

## Un court-circuit paralyse tous les bureaux de poste

Une panne électrique a paralysé, hier, l'ensemble des bureaux de poste à travers le territoire national. C'était la pagaille dans les bureaux de poste. Algérie Poste compte près de 3 500 bureaux domiciliant plus de 7 millions de clients — où aucune opération n'a été effectuée sur les CCP pendant toute la matinée. Les usagers, gagnés par la frustration, ont dû prendre leur mal en patience jusqu'à la fin de l'après-midi, presque à l'heure de la fermeture des bureaux. Et des millions d'opérations (paiement, versement, retrait, relevé des opérations, consultation d'avis...) ont ainsi été ajournées. Un manque à gagner se chiffrent en millions de dinars pour Algérie Poste qui touche des commissions pour chaque opération. La panne s'est produite, indique la chargée de communication d'Algérie Poste — le seul opérateur d'ailleurs sur le marché national —, au niveau du Centre national des chèques postaux situé à la place des Martyrs à Alger. Un court-circuit, explique-t-elle, a affecté l'armoire électrique alimentant le réseau.

Lyas Hallas